

**7ème Conférence Africaine sur la Population
JOHANNESBURG –AFRIQUE DU SUD,
30 NOV. – 4 DEC. 2015**

**MIGRATIONS, TRANSFERTS FINANCIERS ET DEVELOPPEMENT
DANS LES PAYS D'ORIGINE : Cas de l'Afrique centrale et
occidentale**

Par

Josué BEGU MBOLIPAY et Jean Elir MBO VANGA

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Département de Démographie

UNIVERSITE DE KINSHASA (RDC)

E-mail : josuebegu95@gmail.com

Tél (243)812698366

Kinshasa, Novembre 2015

1. Introduction

Les migrations Nord-sud sont au cœur de l'actualité internationale ces dernières décennies et intéressent aussi bien les politiques que les scientifiques. En effet, il ne se passe un seul jour sans que des centaines voire des milliers d'immigrants illégaux qui tentent de franchir l'Europe en passant par les côtes espagnoles ou italiennes (île de Lampedusa) ne soient interceptés par les gardes des côtes, soit leurs cadavres repêchés dans les eaux de la méditerranéen. Ce qui rallume le débat sur l'impact de la migration sur le développement des pays de départ.

Depuis plus de deux décennies la thèse d'existence d'un lien fort entre migrations internationales et développement, surtout des pays du sud, a été développée. Guingamp (2002), associe cette thèse à deux idées qui prédominent les débats politiques autour des migrations des pays du sud vers le nord. La première est que ces migrations résultent du sous-développement des pays de départ et que les migrants sont accueillis dans les pays du Nord, plus par humanité que pour répondre à des besoins de main-d'œuvre comme c'était le cas vers les années 60. La deuxième idée part de l'approche selon laquelle si l'on s'attaque à la cause principale supposée des migrations, la pauvreté, notamment au travers de l'aide publique au développement, les migrations Sud-Nord finiront par se tarir, dans l'intérêt bien compris des deux parties (Nord et Sud).

Depuis plusieurs années, en Afrique en particulier, des théories ont été développées pour tenter d'expliquer les causes profondes de la migration Nord-sud. Et pour l'essentiel, les raisons économiques prédominent les causes des migrations, qu'elles soient internes ou internationales. A ce jour, il est clairement établi que les migrants quittent leurs pays ou région d'origine à la quête des meilleures opportunités, et une fois dans les pays de destination, ils rapatrient presque toujours des fonds ou des biens en nature en faveur des membres de leurs familles (restreinte ou élargi) restés au pays.

Mais s'il est établi que les fonds que les migrants rapatrient en direction de leurs pays et de leurs ménages d'origine augmentent les revenus de ces derniers (PNUD, 2009), les discussions restent encore ouvertes sur l'incidence que ces fonds ont sur l'économie des pays et sur les conditions de vie des ménages bénéficiaires. En effet, certaines études menées un peu partout au monde notent que la plupart des ménages qui reçoivent des transferts d'argent les dépensent surtout en biens de consommation élémentaire et de luxe (Naiditch, 2009 cité par MANGALU 2011); peu de ménages entreprennent une formation du capital par l'acquisition des biens de production et des investissements économiques (Penent, 2003, PNUD, 2009). Dans cette perspective, plutôt que de contribuer au bien être et au développement des ménages /villages/quartiers, les transferts risquent de favoriser l'oisiveté tout en maintenant des individus et ménages bénéficiaires dans un état permanent de dépendance. Ceci soulève la question de connaître l'impact des migrations internationales sur le développement des pays d'origine. Autrement dit, les migrations internationales contribuent-elles à long terme au développement des pays d'origine des migrants ?

Ce papier s'intéresse donc à examiner la relation entre la migration internationale et le développement. Il va tenter de répondre aux questions suivantes : « la migration internationale

Nord-sud, influence-t-elle le développement d'un pays ? », quelles sont les méthodes et les indicateurs qui permettent de mesurer cette relation ? Cette relation est-elle la même dans la sous-région Afrique centrale et de l'Ouest ? **L'hypothèse de base postule que plus il y a d'émigrants dans un pays donné (solde migratoire négative), plus il y a transfert des fonds et plus le niveau de vie de la population concernée s'améliore.**

Pour répondre à ces questions et vérifier cette hypothèse, cinq points seront développés : le premier définit les concepts clés de l'étude, le deuxième est une synthèse de la littérature sur la migration internationale et le développement, le troisième expose la méthodologie utilisée dans l'étude, le quatrième présente des résultats et les discussions, une conclusion boucle l'étude.

1. Définition des concepts

Dans cette section nous définissons les concepts clés utilisés dans la suite de ce travail. Il s'agit entre et autre du Développement, de l'indice de développement Humain et la migration et leurs différents indicateurs.

Développement

Le développement est un concept ambigu dans la mesure où il n'est pas facile à définir. Cependant, plusieurs auteurs s'accordent pour dire que le développement « est un ensemble de transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition de la croissance économique ainsi que l'élévation du niveau de vie. En d'autres termes, le développement correspond à l'ensemble des mutations positives (techniques, démographiques, sociales, sanitaires...) que peut connaître une zone géographique.

Cette définition fait appel à un concept qui souvent prête à confusion et qu'il convient de clarifier : la croissance économique. Celle-ci est un phénomène économique quantitatif, mesurable, caractérisant l'augmentation des richesses produites par un pays sur une période donnée ; la croissance économique ou du PIB n'est pas le développement. Pris dans un sens le plus large, le développement signifie l'amélioration de la qualité de la vie, du revenu, du niveau d'instruction, de la santé et la nutrition, la réduction de la pauvreté, une plus grande égalité de chance, davantage de liberté, un environnement plus propre et une vie culturelle plus riche.

Pour évaluer le développement à l'échelle internationale, des critères ont été proposés par plusieurs auteurs et donnent des indicateurs servant des stratégies ou de méthodes d'évaluation. Ces indicateurs sont regroupés en deux : les indicateurs de richesse d'un pays ou des indicateurs comptables et les indicateurs de niveau de vie ou des indicateurs de qualité.

Les indicateurs de richesse permettent de connaître non seulement le flux de production, mais aussi la variation de stocks de capitaux économiques et des ressources humaines. Parmi ces indicateurs on peut citer le Produit Intérieur Brut (PIB), le Produit National Brut (PNB), le revenu national (RN), la dépense nationale DN.

En raison de leur imperfection, notamment le fait de ne pas rendre compte de la finalité de la production qui se trouve être le bien être de la population, c'est-à-dire la manière dont les biens produits sont redistribués au sein de la population, les indicateurs de niveau de vie ont été proposés. Ces indicateurs montrent comment la croissance de la richesse des nations profite aux individus. Parmi ces indicateurs figurent la part de l'industrie et des services dans la production et dans la population active, les écarts de revenus, l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité infantile, le taux d'alphabétisation, l'Indice de pauvreté Humaine et l'indice de développement Humain (IDH). C'est ce dernier qui nous intéresse dans cette étude.

Indice de Développement Humain

Indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité saisies à travers l'espérance de vie à la naissance, accès à l'éducation et niveau de vie décent.

Migration

La migration est définie comme le déplacement de tout individu ayant pour effet le changement de lieu de résidence¹. Elle est subdivisée en deux : migration interne et migration internationale. On parle de migration interne si les deux lieux (d'origine et de destination) se situent à l'intérieur d'un même pays. Elles peuvent intervenir entre les zones rurales, d'une zone rurale à une zone urbaine et entre les zones urbaines. La migration internationale quant elle concerne le changement de résidence impliquant la traversée d'une frontière internationale.

Les indicateurs pour rendre compte de la migration utilisés dans cette étude sont :

- ***Le taux d'immigration*** : rapport de l'effectif d'immigrants d'un pays et la population moyenne de ce pays exprimé en pourcentage pendant une période donnée qui est généralement une année ;
- ***Le taux d'émigration*** : rapport de l'effectif d'émigrants d'un pays et la population moyenne de ce pays exprimée en pourcentage pendant une période donnée qui est généralement une année ;
- ***Le taux net de migration*** : rapport de la différence entre le nombre d'immigrants et d'émigrants dans un pays pendant une période donnée par rapport à la population moyenne pour cette même période exprimé en pour 1000
- La balance migratoire : différence entre le nombre d'immigrants et d'émigrants dans un pays pendant une période donnée indépendamment de leurs nationalités.

¹ Dans les enquêtes socio-démographiques, la migration est saisie par un déplacement de son milieu de résidence pendant au moins un an.

2. Synthèse de la littérature sur le paradigme migrations internationales et développement

2.1. Evolution de la Perception de la relation migration-développement

Les migrations (internes ou internationales) existent depuis la nuit des temps ; ce sont elles d'ailleurs qui expliquent le peuplement des cinq continents. Mais elles ont connu une attention particulière ces dernières décennies à cause de leur ampleur, de leurs formes et de leurs conséquences sur les économies des pays de départ et d'accueil.

Faist (2000) distingue trois phases historiques dans la perception de la relation migration-développement au XXe siècle. Dans les années 1960, se référant à la théorie économique néoclassique, la plupart d'auteurs assimilent la migration à une exportation de main-d'œuvre pour les pays d'émigration. En effet, cette période était caractérisée dans la plupart de pays européens par un besoin récurrent des ouvriers peu qualifiés pour des emplois moins décents pour les nationaux (industries et bâtiment). Il fallait, pour ce faire, puiser la main d'œuvre en Europe méditerranéenne, au Maghreb et en Turquie. C'est ainsi qu'on a retrouvé des fortes communautés Algériens, Marocains, Tunisiens, Turques en France et dans d'autres pays de l'occident.

Vers les années 1970-80, la migration est perçue à la fois comme résultat et comme cause du sous-développement. Dans cette perspective, la thématique des fuites de cerveaux et de transferts de fonds ont dominé les discussions. On pense également qu'au cours de cette même période, les transferts de fonds étaient susceptibles d'entretenir des importations de biens excessifs jusqu'à empêcher le développement local, et entraîner un état de dépendance du pays d'origine.

Dans la décennie 90 par contre, on est revenu à une vision plus optimiste de la relation migration internationale -développement. Evoquant les idées de cette période, Mathias (2008) classe les bénéfices de la migration au pays d'origine en trois groupes. Tout d'abord la migration assure un transfert humain de retour définitif ou temporaire au pays ; ceci serait profitable dans la mesure où la population de retour au pays est qualifiée et rapporte son expertise dans le développement du pays. L'accumulation de connaissance et de savoir faire dans le cadre de leur activité économique à l'étranger est une opportunité significative à exploiter pour l'économie locale. En second lieu, la migration assure le transfert social, notamment la culture économique, le commerce, la nouvelle technologie, la culture en matière de fécondité, etc...Enfin, le transfert des biens et des fonds par les migrants qui constituent des bénéfices immédiats et perceptibles de la migration. Ces transferts contribuent énormément à la survie des ménages dans les grandes villes des pays du Sud, représentent une source importante des devises étrangères et constituent une part non négligeable du budget de ces pays. Selon Gammeltoft (2002), les transferts de fonds représentent, depuis les années 1990, la deuxième source de devises étrangères pour les pays en voie de développement, après les investissements étrangers directs et devant les aides publiques au développement en diminution.

De nos jours, le débat n'est pas encore clos en ce qui concerne les fonds que rapatrient les migrants, en direction de leurs pays et de leurs ménages d'origine. Outre ceux qui pensent que ces fonds augmentent les revenus de ménages d'origine, certaines personnes se posent la question sur l'impact réel des migrations internationales sur le développement des pays d'origine. Autrement dit, les migrations internationales contribuent-elles à long terme au développement du pays d'origine ? Cette question trouvera sa réponse dans la suite de cette étude ; mais avant d'en arriver, notons tout d'abord que l'incidence de la migration sur le développement peut être analysée sur le plan macro et micro-économique.

Au niveau macro-économique, les fonds transférés par les migrants représentent pour certains pays une source importante des devises étrangères qui facilitent leurs échanges internationaux. Ils constituent aussi une part importante de Produit Intérieur Brut (PIB) de certains d'entre eux (Nations unies, 1998 ; Ratha ,2003 cités par MANGALU, op.cit :.192). Ils peuvent aider à combler le déficit de la balance de paiement, (Appeleyard, 1998 cité par MANGALU, op. cit). En tant que source de devises étrangères, ils peuvent faciliter l'importation des marchandises, des équipements et d'autres intrants indispensables au processus de développement économique. Par ailleurs, les transferts consécutifs peuvent stimuler les activités économiques, surtout s'ils sont canalisés vers le circuit formel à travers le système bancaire local (Ammassary et Black, 2001). Ils peuvent dans ces conditions, augmenter les possibilités de crédit pour les entrepreneurs locaux et stimuler l'investissement productif (Sumata, 2005).

Sur le plan micro-économique, c'est-à-dire au niveau des ménages bénéficiaires et de leurs entourages, les fonds permettent d'acquérir des propriétés agricoles ou immobilières, de financer l'achat ou l'amélioration des logements, de financer le lancement de projets collectifs, de soutenir la scolarisation des enfants, (Buechler, 1987 ; Didier-Laurent, 1996), mais plus généralement de couvrir les besoins alimentaires et sanitaires.

Après avoir présenté rapidement un aperçu de la perception à travers le temps de la relation migration-développement, il nous appartient maintenant d'examiner de plus près comment la migration peut influencer le développement d'un pays ; et pour notre cas, la sous-région " Afrique centrale et Afrique de l'Ouest." Quels sont les indicateurs qui permettent de mesurer cette relation ? Cette relation est-elle la même dans les deux sous-régions (Afrique centrale et de l'Ouest) ?

Pour des raisons d'ordre méthodologiques, notamment la difficulté de mesurer l'apport du transfert humain et du transfert social résultant de la migration, nous nous limiterons de voir dans quelle mesure les transferts de fonds ou de biens des migrants peuvent contribuer au développement du pays d'origine.

Précisons par ailleurs que l'apport des transferts humains et du transfert social dans le pays d'origine peut être étudié par la comparaison du profil des migrants au départ et au retour, par l'analyse des raisons du retour au pays, etc. Mais dans le cadre de cette étude, cette dimension ne sera pas retenue dans les analyses.

2.2. Migration Internationales et Développement : Des théories explicatives

Avant d'analyser l'influence de la migration internationale sur le développement du pays de départ, il nous paraît intéressant de rappeler certaines théories sur la relation entre migration et développement, surtout dans le contexte de l'Afrique sub-saharienne. Ceci nous paraît utile pour mieux comprendre les principales raisons qui poussent les individus à migrer et les conséquences qui peuvent en découler.

Au fait, l'émigration et les envois de fonds des émigrés font généralement partie des stratégies de diversification appliquées par les ménages et les familles pour réduire les risques et s'assurer collectivement contre la perte de moyens d'existence. Ils peuvent aussi améliorer les conditions de vie, stimuler la croissance économique et faire reculer la pauvreté directement et indirectement (Hein de Haas, 2007).

Mais il convient de noter que malgré le rôle qu'elles sont censées jouer dans l'équilibre économique spatial, les migrations internationales n'ont pas été suffisamment prises en compte dans l'élaboration des théories économiques (Termote, 2003). Pour la plupart des économistes, seule la loi de l'offre et de la demande et ses adaptations subséquentes sont susceptibles d'expliquer les migrations modernes, en ce sens qu'elles visent une allocation optimale des facteurs de production grâce à leur mobilité². Même les démographes n'ont pas accordé une grande attention à la théorisation des migrations, comme les autres phénomènes qu'ils étudient d'ailleurs (Loriaux, 1995).

Abordant la problématique de la relation migration- développement, Guengant J.P., 1996) écrivait : « L'histoire du développement et des migrations du XX^{ème} siècle reste à écrire, et les idées dominantes du moment ne sont pas nécessairement les plus pertinentes. » C'est ce qui justifie d'ailleurs que, jusqu'à ce jour, ce domaine soit encore pauvre et suscite de plus en plus des questionnements. A cela, les théories que nous allons devoir évoquer ici, loin d'être exhaustives, touchent parfois partiellement à la relation migration-développement sans pourtant vider entièrement la question. Nous aborderons dans cette partie tour à tour, la théorie de l'économie néo-classique, la théorie de la stratégie familiale de survie, et la théorie de la nouvelle économie de travail.

2.2.1. Le modèle de l'économie néo-classique

Ce modèle dont TODARO (1970) est le principal défenseur, explique l'amorce des mouvements migratoires de travail dans le processus de développement économique en termes d'allocation optimale du facteur travail. Les travailleurs migrants ont tendance à se déplacer des zones à bas salaire vers les zones à salaires élevés (Todaro, 1969). Les tenants de ce modèle postulent que *les migrations naissent des différences géographiques de l'offre et de la demande du facteur travail et de son corollaire, le salaire*. Séverine C. (2002) renchérit et pense que les inégalités économiques sont devenues le principal ressort des mouvements

² En effet, l'économie motive l'immigration et à son tour l'immigration motive l'économie nationale. Une bonne politique économique et des institutions politiques stables augmentent la demande d'immigration. L'amélioration des conditions économiques et des institutions politiques dans le pays de départ pousse les immigrés à retourner chez eux.

des populations à l'échelle internationale. L'attrait d'un emploi permettant des gains plus élevés apparaît comme l'un des principaux ressorts de l'exil. En ce sens, les migrations sont révélatrices des inégalités de développement et de dynamisme entre les pays.

Ce modèle est souvent appréhendé à deux niveaux d'analyse : le niveau micro-économique et le niveau macro-économique. Au niveau micro-économique, ce modèle stipule que le travailleur migrant est un acteur rationnel qui cherche à maximiser son profit en comparant le coût et les bénéfices liés à la migration. Il décidera de migrer lorsque le bénéfice attendu dépasse le coût ou lorsque le revenu attendu dépasse le revenu actuel. Pour le niveau macro-économique, les auteurs distinguent deux sortes de pays : les pays à forte dotation de main d'œuvre, à faible capital financier et à bas niveau de salaire, d'un côté, et les pays à faible dotation de main d'œuvre, à fort capital financier, et à niveau élevé de salaires, de l'autre côté.

2.2.2. Modèle de stratégie familiale de survie

Ce modèle centre l'analyse de la migration sur les familles et les ménages africains. Selon ce modèle il est apparu que la migration est une stratégie collective de la communauté de départ qui a pour but de permettre à cette dernière de résister à la pénétration capitaliste et de se perpétuer en tant que communauté basée sur les rapports de production non capitalistes. *La stratégie consiste en effet, à charger certains membres de famille d'aller chercher les revenus ailleurs et d'en garder d'autres au sein de la communauté, pour des besoins locaux* (Hubert G. et Victor Piché., 1995).

Ce modèle explique en grande partie les migrations dans le contexte africain. En effet, la décision de migrer souvent n'est pas une initiative individuelle du migrant, mais plutôt une démarche de toute la famille. Souvent ce sont les mères qui organisent et poussent leur propre fils à émigrer du fait que celui de la voisine a construit une belle maison, a créé une unité de production après s'être rendu en Europe. C'est un projet familial qui mobilise tout ses membres : frères, cousins ou oncles, etc. interviennent d'une manière ou d'une autre pour la réussite du projet de migration de l'un de leur fils sachant que la réussite du fils émigré devrait assurer l'épanouissement de toute la famille.

2.2.3 Théorie de la nouvelle économie de travail

La nouvelle économie de la migration de travail s'est développée à partir des années 1980 en vue de pallier à certaines limites du modèle économique néoclassique (Stark et Bloom, 1985). Cette nouvelle théorie place le migrant au centre d'une stratégie plus globale, où en plus de son intérêt personnel, l'intérêt de sa famille ou d'autres unités plus larges prend désormais une place plus prépondérante.

La migration se voit également attribuer d'autres objectifs que simplement la recherche du profit (Stark et Bloom, Op.cit). De même, la décision de migrer et même les dividendes rattachés à la migration ont quitté le domaine privé du seul migrant pour intégrer celui des unités plus larges comme le ménage, la famille ou la communauté.

Selon cette théorie, *le fait d'envoyer certains membres des ménages pour aller travailler à l'étranger, où les conditions de travail et de salaire ne sont pas liées à la situation locale, constitue une forme d'assurance contre les risques de détérioration des conditions économiques locales* (Massey et al., 1993 cités par Mangalu, Op.ct). Pour cette théorie, les variables économiques les plus significatives ne sont plus le salaire ou le différentiel de salaires entre pays mais *plutôt le risque de perte de revenus et la nécessité d'accéder au capital financier, à travers les envois de fonds des migrants* (Massey et Espinosa, 1997 ; Zlotnik, 2003, cités par Mangalu, Op.cit.). Le migrant est vu, non pas comme un acteur isolé, mais plutôt comme membre d'un groupe participant à une structure sociale plus large (ménages ou communautés de ressortissants d'un pays, d'un village, d'un quartier, etc.). Cette structure sociale affecte sa mobilité sous différentes. Ainsi, le ménage, la famille et d'autres réseaux de parenté influencent à la fois la décision de migrer, de ne pas migrer et de retourner au pays d'origine.

Ce tour d'horizon de différentes théories explicatives de la relation entre la migration internationale et le développement, bien que partiel, montre que les raisons économiques prédominent dans la décision de migrer, que ce soit pour la migration interne ou internationale. Les migrants font généralement un arbitrage entre les revenus attendus au milieu de départ et ceux du milieu de destination. En plus, les ménages interviennent presque toujours dans le processus et la décision migratoire de l'un de leur. Il s'établit ainsi une forme de contrat tacite qui oblige le migrant, une fois dans le pays d'immigration, de pourvoir aux besoins des autres membres de la famille restés au pays.

Cette étude n'a pas pour objet de comprendre les raisons des migrations, mais plutôt à mesurer l'impact des ces migrations, quelques soient les motivations, sur le développement du pays de départ, plus précisément dans le contexte des pays d'Afrique centrale et de l'Ouest.

2.3. Impact de la migration internationale sur le développement du pays : synthèse de la littérature

Dans cette section, nous passons en revue la littérature sur l'impact de la migration sur le développement des pays d'origine. Cette littérature est essentiellement centrée sur les transferts des migrants étant donné que les transferts de fonds est le seule bénéfice directe et mesurable. D'autres bénéfices de migration comme le transfert humain et le transfert social, (culture économique, le commerce, la nouvelle technologie, la culture en matière de fécondité, etc...) ne seront pas abordés puisqu'étant difficiles à mesurer directement.

2.3.1 Type de transferts

Véronique Petit (2007) distingue trois types de transferts : Transferts officiels, non-officiels et informels. Le transfert officiel est tout rapatriement d'argent qui passe par les voies officielles ; il s'agit de l'argent transféré à travers le circuit bancaire. Mais tous les spécialistes s'accordent sur le fait que les transferts officiels ne sont qu'une partie de la réalité et que deux autres composantes ne sauraient être négligées, même si elles ne peuvent donner lieu qu'à des estimations : d'une part le transfert d'objets et de biens de consommation plus ou moins

durables, « le commerce à la valise », et d'autre part, les transferts monétaires par des canaux informels. Selon une enquête marocaine de 1996 (CERED, 1996 : 211), 20 % des familles reçoivent des transferts en nature. Dans le cas de l'Algérie, les autorités nationales estimaient au début des années 1990 que « l'importation des biens a pu représenter l'équivalent de 2,5 milliards de dollars américains, soit 15 à 20 % du volume global des importations » (Safir, 1996 : 195), ce qui constitue le transfert informel. Ce qui est vrai pour l'Algérie, l'est aussi pour la plupart des pays de l'Afrique sub-saharienne.

Enfin, le transfert non -officiel est constitué de transferts qui échappent au circuit officiel (banque). Les estimations varient considérablement : les transferts non officiels pourraient représenter deux à dix fois les transferts officiels (Shah 1994, cité par Mangalu, op.cit.). Guilhoto et Sandron (2003 : 123), quant à eux, estiment que le double du montant des transferts officiels est plausible. Le Mexique et le Pakistan sont les deux pays le plus souvent cités. Au Mexique, on avance un pourcentage compris entre 28 et 46 % du total. Au Pakistan, cinq à onze milliards de dollars américains seraient transférés chaque année, contre un milliard par le secteur bancaire (Buencamino et Gorbunov, 2002 : 6-7). Dans le cas des pays asiatiques, les transferts informels seraient compris entre 15 et 80 % du total.

2.3.1.1 Transferts officiels

En tenant compte des transferts officiels, la première question que l'on se pose est celle de savoir : quel est le montant de transfert annuel par pays. La réponse à cette question, permet de connaître le montant annuel de transfert par pays. Ce qui permet de savoir le pays qui reçoit la plus grande masse d'argent venant des transferts des migrants. Toutes choses restant égales par ailleurs, ce sont les pays qui reçoivent d'importantes sommes d'argent qui seraient à mesure d'investir sur le long terme, et par ricochet contribuer au développement du pays. Tandis que les faibles sommes seront, en toute vraisemblance, utilisées dans les biens de consommation courante.

L'étape suivante consistera à connaître la part de ces transferts dans le PIB national, ce qui permet de se faire une idée sur la contribution de la migration dans le développement des pays d'origine. Le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sur le développement Humain publie, depuis plus d'une décennie, les statistiques officielles sur les migrants et leurs transferts d'argent. Ce rapport dégage entre autres l'effectif des émigrants, d'immigrants, le taux net de migration, le flux des capitaux privés, la part des transferts des migrants sur le Produit Intérieur Brut (PIB)..... Ces données sont importantes et peuvent permettre de percevoir, sur l'échelle macro-économique, l'influence de la migration sur le développement du pays d'origine.

Une autre approche de questionnement de l'influence de la migration sur le développement est celle analysée par Véronique Petit (Op.cit.). Selon cette auteure, pour mesurer l'apport de la migration au développement, on procède par calculer la corrélation entre les transferts par habitant et le PIB par habitant. Si le coefficient de corrélation (R^2) est faible, on suppose que l'apport des transferts au développement est aussi faible et vice versa.

2.3.1.2 Transferts non officiels et informels

Etant donné que certains biens et argent envoyés par les migrants échappent au circuit officiel, d'où la difficulté d'avoir des données statistiques fiables, ce type de transfert ne peut être analysé qu'à partir des données fournies par des enquêtes socio-démographiques qu'il convient de mener soit auprès des ménages d'origine des migrants, soit auprès des migrants à l'étranger, soit encore simultanément au pays d'origine et au pays de destination. Dans ce cas, la mesure de l'impact des migrations sur le développement du pays se fait à partir de l'affectation des biens et argent reçus des transferts, lesquels seront catégorisés en deux : biens et argent investis dans les biens durables et dans les biens de consommation courante. Ainsi, les pays où les ménages /individus affectent une grande part de leurs biens dans les biens durables seront considérés comme des pays avec forte probabilité de se développer à l'aide de transferts des migrants.

L'enquête auprès des ménages d'origine des migrants est la technique la plus utilisée en migration pour évaluer le volume des transferts des migrants et l'incidence des transferts sur les conditions de vie des ménages (Gendreau, 1993).La technique consiste, selon Gubert (2007) à interroger les ménages sur leurs revenus en incluant éventuellement des transferts obtenus des migrants au cours des douze derniers mois.

L'interrogation des migrants directement dans les pays de résidence au moment de l'enquête (à l'étranger) a l'avantage de collecter des données plus détaillées, à la fois sur la migration, les migrants, leurs revenus, leur épargne et les transferts qu'ils opèrent au profit de leurs ménages d'origine (Gubert, op.cit). Cette information est plus fiable et complète que celle reçue auprès de leurs ménages au pays d'origine.

Les enquêtes appariées migrants/ménages d'origine offre l'avantage d'affiner les analyses sur les motivations liées à la migration, aux transferts, à l'utilisation souhaitée des transferts par les migrants, à l'utilisation effective par les ménages, etc. (Gubert, op.cit).

De telles enquêtes ont été menées dans quelques pays de l'Afrique de l'Ouest notamment au Mali (Enquête Malienne des conjonctures économiques et sociales), et au Burkina-Faso (enquêtes prioritaires de 1994 et 1998). Plus récemment (en 2007 et 2009) l'enquête "Migration entre l'Europe et l'Afrique", MAFE en sigle, constituent une banque de données intéressantes pour faire des telles analyses. En effet, ces données ont l'avantage d'être collectées de façon aléatoire avec le même questionnaire, non seulement au pays d'origine, mais également au pays de destination. En plus, ces enquêtes ont concerné en même temps l'Afrique centrale, représentée par la République Démocratique du Congo, et l'Afrique de l'Ouest avec notamment le Ghana et le Sénégal.

3. MATERIELS ET METHODES

Ce point traite de la méthodologie utilisée pour aboutir aux résultats. Elle comprend trois sections : la première présente les sources des données, la deuxième concerne le choix des indicateurs utilisés dans l'étude et la troisième est consacrée au choix des méthodes d'analyses des données.

3.1 Sources des données

Les données démographiques et économiques utilisées dans cette étude ont été tirées du rapport sur le développement humain de 2013 publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)³. Ce rapport présente, pour chaque pays, un certain nombre d'indicateurs sociodémographiques et économiques.

3.2 Choix des indicateurs

Deux types d'indicateurs ont été choisis pour mesurer l'impact de migrations internationales sur le développement : les indicateurs de développement (l'espérance de vie à la naissance, l'Indice de Développement Humain et le PIB par habitant) et les indicateurs des migrations (le taux net de migration, le taux d'émigration et la part (%) de transfert des migrants dans le Produit Intérieur Brut).

3.3 Méthodes d'analyse

Cette étude vise à établir un lien entre la migration et le développement ; il sera donc question de faire la description des variables retenues pour en dégager les tendances entre les deux régions et entre les pays concernés par l'étude. Afin de tester l'existence d'une relation (significative ou pas) entre ces phénomènes (Migration et développement), l'analyse de corrélation sera utilisée. Le choix de cette analyse est dicté par la nature des variables (variables quantitatives).

Rappelons que le coefficient de corrélation est compris entre -1 et 1. Il est égal à 1 dans le cas où l'une des variables est fonction croissante de l'autre variable, à -1 dans le cas où la fonction est décroissante. Les valeurs intermédiaires renseignent sur le degré de dépendance linéaire entre les deux variables. Plus le coefficient est proche des valeurs extrêmes -1 et 1, plus la corrélation entre les variables est forte ; on emploie simplement l'expression « fortement corrélées » pour qualifier les deux variables étroitement liées. Une corrélation égale à 0 signifie que les variables ne sont pas corrélées.

Il est vrai que, souvent, la liaison recherchée entre deux variables numériques est une relation affine. Cette relation est donc bien visible en utilisant la droite de régression par la méthode des moindres carrés. Il s'agit là de la régression linéaire qui est une méthode explicative. Nous tenterons d'expliquer le développement par les indicateurs de migrations cités ci-haut.

³ L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié.

4. Présentation des résultats et discussions

Cette partie du travail est consacrée à la présentation des résultats d'analyse des données et la discussion de ces résultats. Elle abordera dans un premier temps la répartition des pays par région et des indicateurs par région. Ensuite, il sera question de tester l'existence de lien éventuel entre les phénomènes sous étude et d'expliquer le développement par les indicateurs des migrations.

4.1 Présentation des résultats

La répartition des pays par région donnée au tableau 1 illustre que plus de trois pays sur cinq concernés par l'étude, soit 64 %, sont de l'Afrique de l'Ouest et moins de deux pays sur cinq, soit 36 %, sont de l'Afrique centrale.

Tableau 1 : Répartition des pays par région

Régions	Effectifs	Pourcentage
Afrique centrale	9	36,0
Afrique de l'Ouest	16	64,0
Total	25	100,0

Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

Les résultats du tableau synthèse des indicateurs (tableau 2) donnent les informations suivantes:

- L'indice de développement Humain, bien que faible dans l'ensemble (0,442), reste légèrement élevé en Afrique centrale (0,477) comparativement à l'Afrique de l'Ouest (0,423) ;
- Contrairement à l'IDH, l'espérance de vie à la naissance est relativement élevée en Afrique de l'Ouest (57,4 ans) comparativement à l'Afrique centrale (54,3 ans). L'espérance de vie moyenne entre les deux régions est de 56 ans. Celle-ci varie de 48 ans à 74 ans ;
- La part de transfert des migrants sur le PIB, bien que faible dans l'ensemble de deux régions (3,82%) est de loin supérieure en Afrique de l'Ouest (4,7%) par rapport à l'Afrique centrale (0,52) et même à la moyenne de deux régions. Cet indicateur varie de 0,10 % à 11,02% dans l'ensemble ;
- Le taux d'émigration entre les deux régions n'accuse pas de différence significative : il s'élève à 6,7 % en moyenne. Par ailleurs, bien que la situation sociale en Afrique de l'Ouest soit relativement stable par rapport à celle de l'Afrique centrale (compte tenu de l'instabilité politique et des guerres récurrentes, ...), les résultats des analyses montrent que l'Afrique centrale est plus attractive que l'Afrique de l'Ouest. Ceci se traduit par un taux net de migration positif (0,07%) en Afrique centrale et négatif en Afrique occidentale (-0,39%).

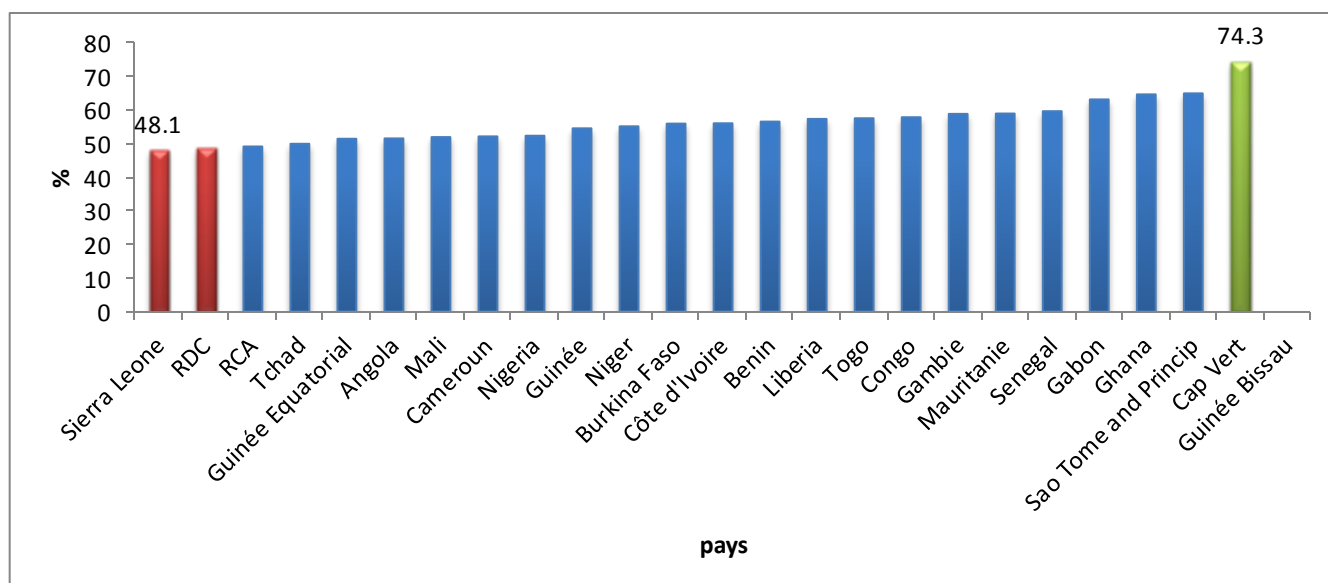
Tableau 2 : Tableau synthèse des indicateurs par région

Statistiques	Indicateurs						
	Région	Indice de dev. humain	Esperance de vie à la naissance	Part de transfert sur le PIB	Taux net de migration	Taux d'émigration	PIB/hab.
Moyenne	Ensemble	0,442	56,2	3,8	-0,23	6,7	3391,5
	Afrique centrale	0,477	54,3	0,52	0,07	6,1	6821,4
	Afrique occidentale	0,423	57,4	4,7	-0,39	7,0	1462,1
Médiane	Ensemble	0,439	55,9	2,7	-0,4	4,6	1581
	Afrique centrale	0,508	51,5	0,5	0,2	2,8	2090
	Afrique occidentale	0,434	56,5	3,8	-0,9	5,3	1288,5
Minimum	Ensemble	0,304	48,1	0,1	-8,2	0,6	329
	Afrique centrale	0,304	48,7	0,1	-8,2	1,3	329
	Afrique occidentale	0,304	48,1	0,42	-7,1	0,6	506
Maximum	Ensemble	0,683	74,3	11,02	16,7	37,6	32026
	Afrique centrale	0,683	64,9	0,99	6,1	21,9	32026
	Afrique occidentale	0,586	74,3	11,02	16,7	37,6	3616

Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

Cependant, la situation d'ensemble ou par région cache des grandes inégalités entre pays, comme le montre les figures 1 à 5. On note par exemple que (figure 1) l'espérance de vie à la naissance (e_0) est très faible en République Démocratique du Congo et en Sierra Leone (inférieure à 50 ans). Seul le Cap-Vert dépasse le seuil de 70 années de vie et le Gabon, le Ghana et Sao tomé et principe celui de 60 années de vie.

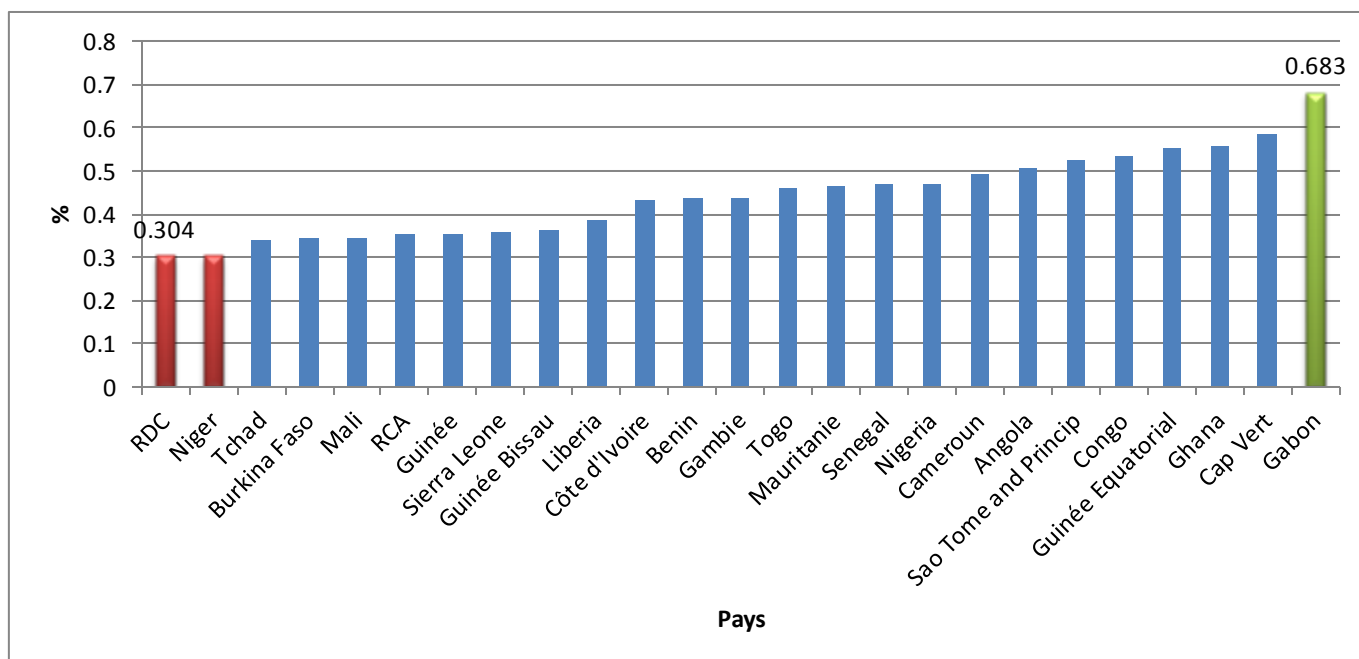
Figure 1 : Répartition des pays selon l'espérance de vie à la naissance



Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

Pour ce qui est de l'indice de développement humain, la situation est, une fois de plus, inquiétante en RDC et au Niger, alors qu'elle est relativement acceptable au Gabon.

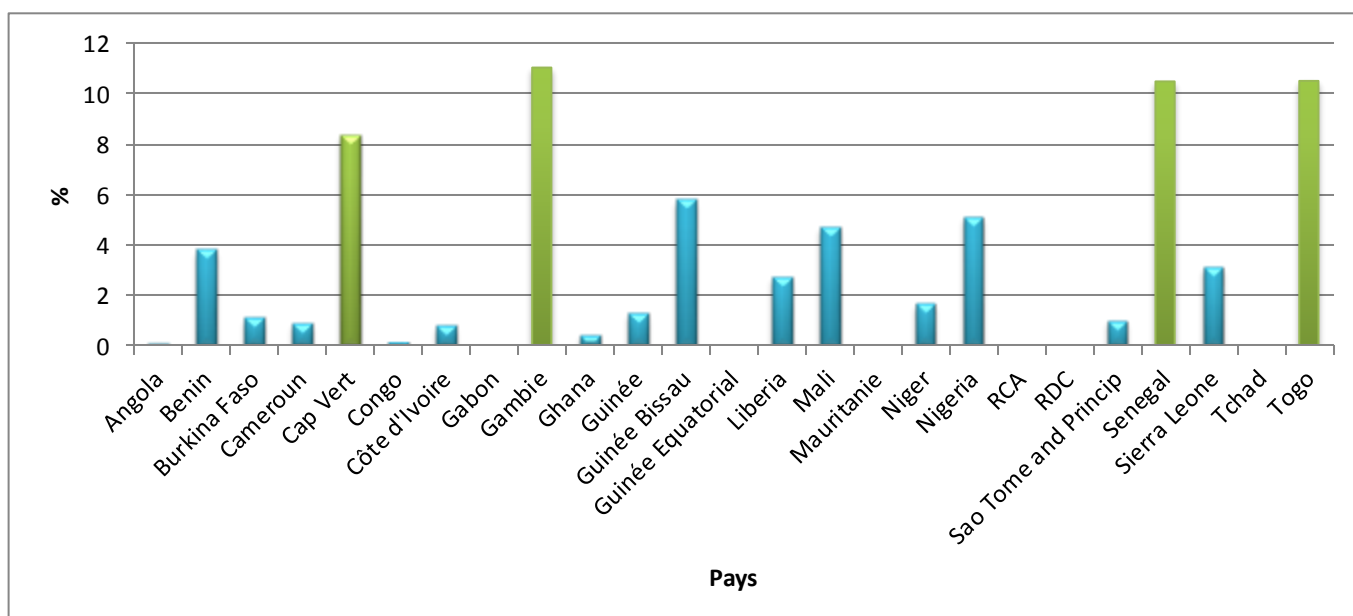
Figure 2 : Répartition des pays selon l'indice de développement humain



Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

Au-delà de l'espérance de vie à la naissance et de l'indice de développement humain qui renseignent sur le niveau de développement des pays, nous avons analysé l'apport des migrations internationales sur le développement par le pourcentage de transfert des migrants dans le PIB de leurs pays respectifs. Le résultat est présenté à la figure ci-dessous.

Figure 3 : Répartition des pays selon le pourcentage de transfert des migrants dans le PIB de leurs pays respectifs



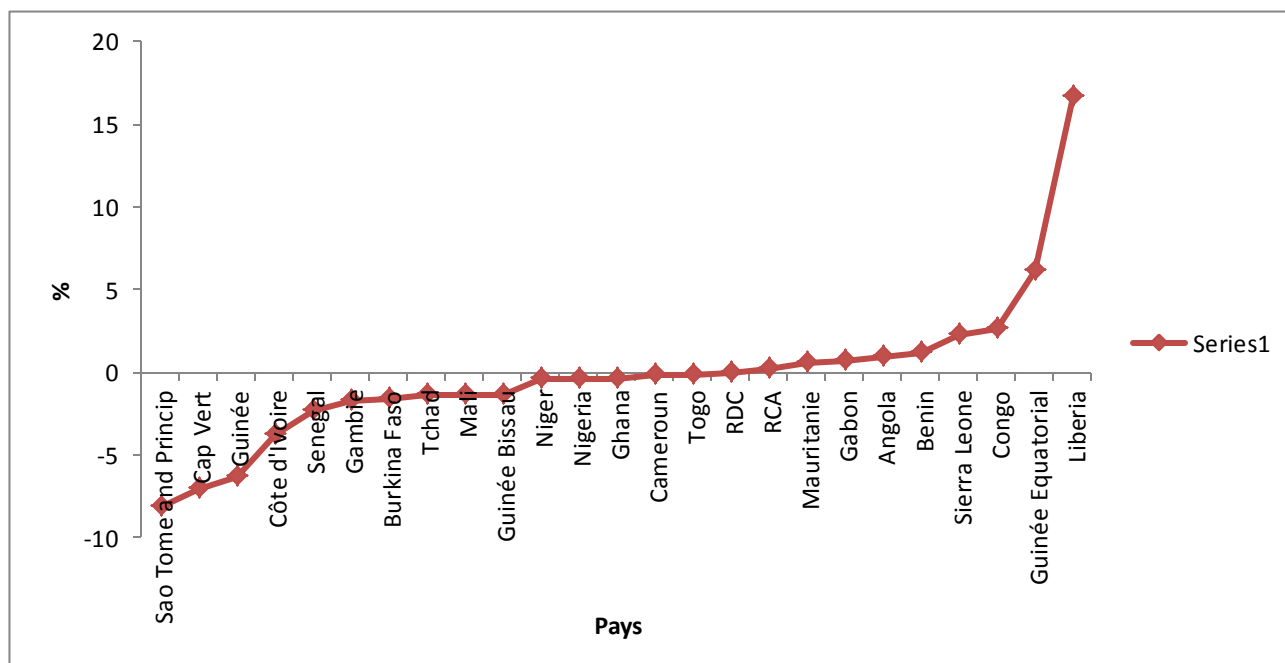
Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

La figure 3 illustre clairement que la contribution des migrants au développement de leurs pays d'origine est différente selon le pays et voire même selon la région. Il se dégage donc que la contribution des migrants au développement du pays de départ est importante en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique centrale. En effet, en dehors du Cap-Vert où la contribution des migrants est à la hauteur de 8 %, aucun autre pays de l'Afrique Centrale n'excède 2% ; alors que dans plusieurs pays d'Afrique occidentale notamment la Gambie, le Togo et le Sénégal, la part des transferts des migrants dépasse 10% du PIB de leurs pays respectifs.

Par ailleurs, compte tenu de la situation socio-économique précaire des pays de régions concernées par l'étude, le taux net de migration a été choisi pour rendre compte de la répulsivité et de l'attractivité de ces pays. Toutes choses restant égales par ailleurs, plus un pays se développe, plus il crée des opportunités, plus il est attractif.

Le graphique ci-dessous montre que la balance migratoire (solde migratoire) est plus négative que positive dans l'ensemble, et elle est plus positive dans quelques pays de l'Afrique occidentale comme en Afrique centrale. Ce résultat prouve à suffisance que la situation socio-économique est relativement bonne dans certains pays de l'Afrique Occidentale comme en Afrique centrale. Ainsi donc, le Liberia et la Guinée Equatoriale sont les deux pays les plus attractifs suivis du Congo, de la Sierra Leone et du Bénin contrairement à Sao tomé et Principe où il ya de moins en moins des immigrés

Figure 4: Répartition des pays selon le taux net d'émigration par pays en Afrique centrale et occidentale

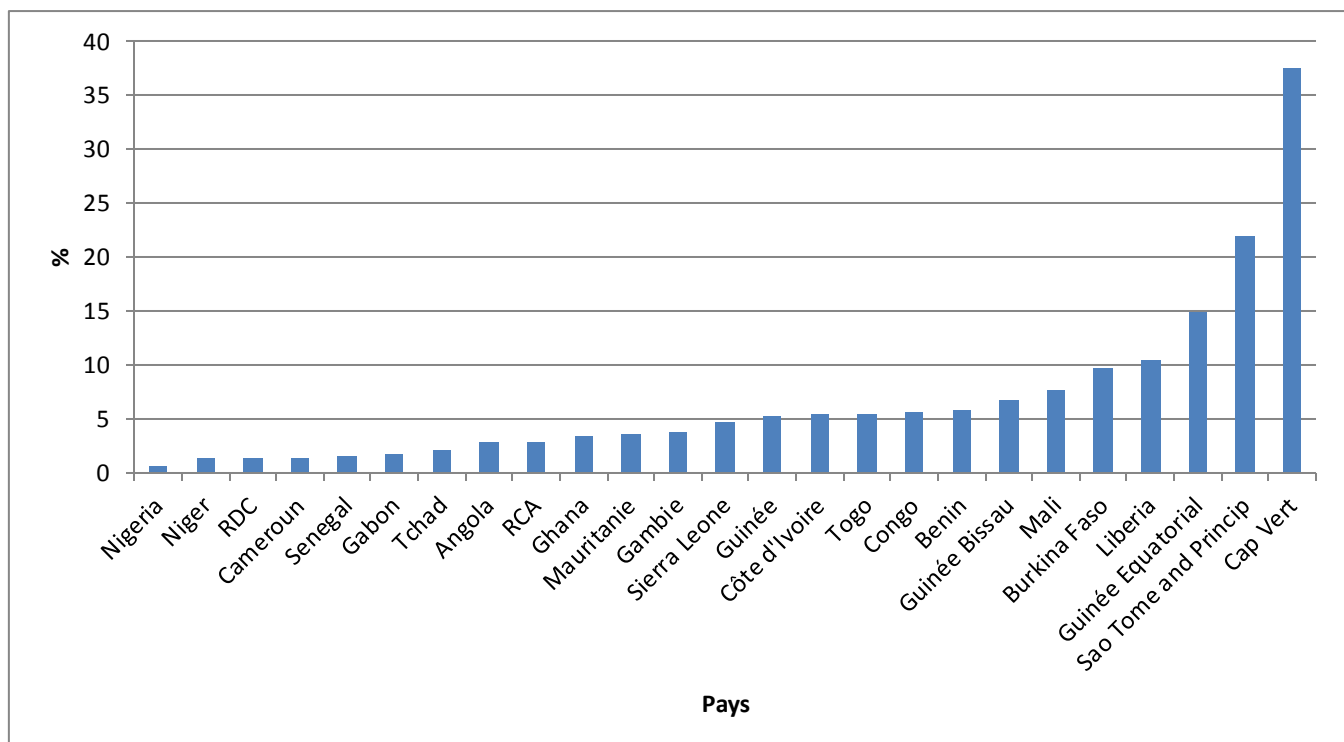


Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

Les résultats trouvés dans la figure 4 confirment ceux de la figure 5 qui illustre que les deux pays d'Afrique Occidentale à balance migratoire très négative sont ceux qui enregistrent des taux d'émigration les plus élevés. Il s'agit du Cap-Vert et Sao tomé et principe. Cette

information reste importante parce qu'elle permet de mesurer l'impact de la migration sur le développement de pays d'origine de migrants. Dans le cas d'espèce, il sera intéressant de voir la part des transferts de migrants capverdiens et Santoméens dans le PIB de leurs pays respectifs. En comparant les résultats de la figure 3 et 5, l'hypothèse selon laquelle la migration contribue au développement se vérifie notamment pour le Cap-Vert où le taux d'émigration est très élevé et la contribution au développement très significative. En outre, bien qu'ils enregistrent de faibles taux d'émigration, la Gambie, le Sénégal et le Togo bénéficient d'un apport significatif des migrants au développement de leurs pays respectifs.

Figure 5: Taux d'émigration de quelques pays de l'Afrique centrale et occidentale



Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

4.2 Relation entre la migration et le développement

L'objet de cette section est de mesurer le lien statistique entre la migration et le développement comme le montre si bien les différentes figures présentées ci-haut. Compte tenu de la nature des variables utilisées dans cette étude, qui sont quantitatives, le lien sera mesuré par l'analyse de corrélation bivariée.

Les résultats du tableau 3 montrent que la relation entre la migration et le développement varie dans le même sens. L'on note un lien positif et statistiquement significatif entre la migration (saisie à travers le taux d'émigration) et le développement (saisie à travers l'espérance de vie à la naissance) avec un coefficient de Pearson positif de 0,639. Ce qui confirme notre hypothèse de départ selon laquelle plus un pays enregistre un taux élevé

d'émigration, plus grande sera la probabilité de transfert des migrants vers leur pays d'origine, et donc plus le pays se développe et le niveau de vie de la population s'améliore.

Du tableau 3, l'on peut également noter une relation négative entre le taux net de migration et l'indice de développement Humain ; ce qui conforte notre premier constat (taux d'émigration corrélé avec l'IDH). En effet, un taux net de migration positif au sein d'un pays implique une faible émigration et par conséquent un faible transfert de fonds qui a son tour implique une faible contribution des transferts dans le PIB.

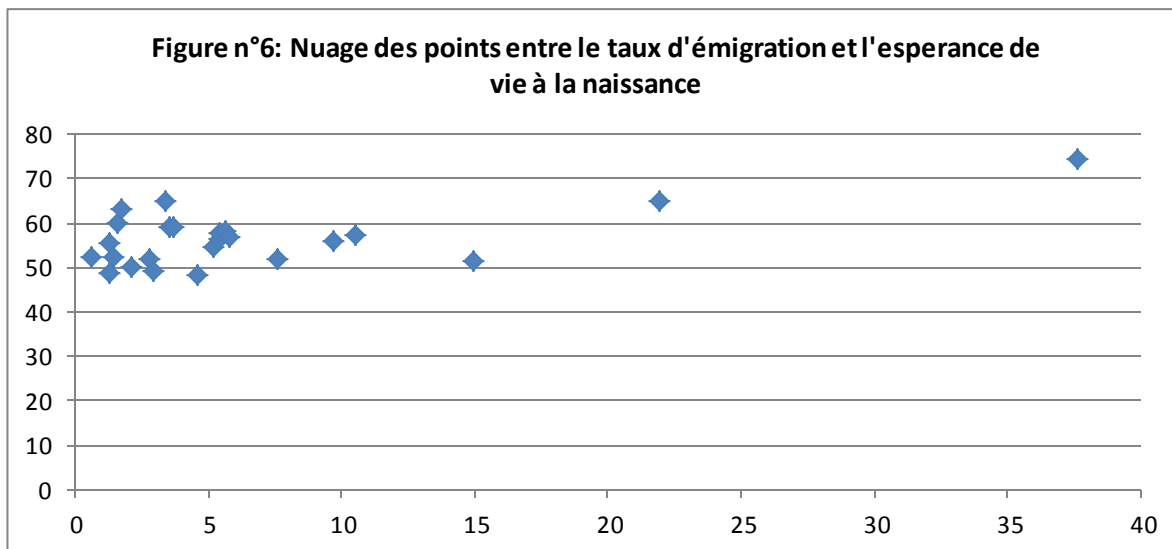
Ces résultats sont intéressants quand on sait qu'avec un taux d'émigration de 1,6 %, les émigrants sénégalais contribuent à la hauteur de 10,47% du PIB par leur transfert. Toute chose restant égale par ailleurs, doubler l'émigration sénégalaise, c'est augmenter de 20,94% la part de transfert des migrants dans le PIB. Ces résultats nous amènent à penser que l'Afrique de l'Ouest est le bénéficiaire privilégié des retombées de la migration.

Tableau 3 : Corrélation entre la migration et le développement

Corrélations							
		Taux d'émigration	Taux net de migration	Indice de dév. humain	Esperance de vie à la naissance	Part de transfert sur le PIB	PIB par habitant
Taux d'émigration	Pearson Corrélation Sig. (2-tailed) N	1					
Taux net de migration	Pearson Corrélation Sig. (2-tailed) N	-0,234 0,26 25	1				
Indice de dév. humain	Pearson Corrélation Sig. (2-tailed) N	0,32 0,119 25	-0,052 0,804 25	1			
Esperance de vie à la naissance	Pearson Corrélation Sig. (2-tailed) N	,639** 0,001 24	-0,312 0,138 24	,633** 0,001 24	1		
Part de transfert sur le PIB	Pearson Corrélation Sig. (2-tailed) N	0,136 0,577 19	-0,117 0,632 19	0,056 0,821 19	0,275 0,269 18	1	
PIB par habitant	Pearson Corrélation Sig. (2-tailed) N	0,191 0,361 25	0,251 0,225 25	,515** 0,008 25	-0,012 0,955 24	-0,129 0,6 19	1

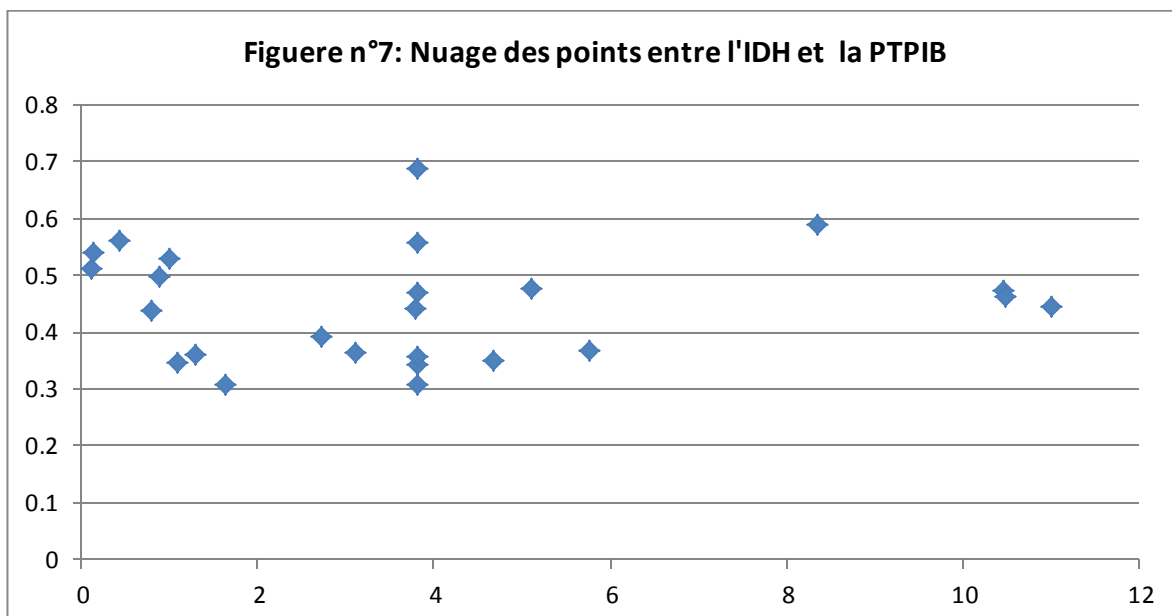
** . Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

Cette relation peut être visualisée à travers les nuages de points (Figure 6) qui montrent une relation linéaire et positive entre l'espérance de vie à la naissance et le taux d'émigration.



Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

Notons par ailleurs que la relation entre les indicateurs de développement s'est révélée très significative entre eux. L'idéal serait de voir également s'établir une relation statistiquement significative entre l'indice de développement humain, comme indicateur de développement, et la part de transfert des migrants dans le PIB de leurs pays respectifs, étant donné que le transfert des migrants contribue généralement aux besoins sociaux de base notamment l'éducation et la santé. Malheureusement dans cette étude, cette relation ne s'est pas révélée significative comme le montre la figure 7. Ceci peut être dû à la taille de notre échantillon qui est relativement faible ; en élargissant la taille de l'échantillon sur toute l'Afrique, cette relation pourrait se révéler significative.



Source : nous même à partir des données du PNUD, 2013

Au delà des analyses bivariées qui ont permis de déceler l'existence d'une relation statistiquement significative entre les migrations internationales et le développement des pays d'origine, la section suivante est consacrée à l'analyse explicative de développement dans les

régions couvertes par l'étude. L'indicateur de développement utilisé est l'espérance de vie à la naissance et les indicateurs de migrations sont le taux d'émigration, le taux net de migration et la part de transfert des migrants dans le PIB.

Nous nous sommes limités de présenter le modèle dont l'indicateur de développement est l'espérance de vie à la naissance, car il s'est révélé explicatif contrairement aux modèles dont l'indicateur de développement utilisé était soit l'IDH ou le PIB/Hab. qui ne se sont pas révélés explicatifs (voir annexe 3 et 4).

4.3 Explication du développement en Afrique centrale et occidentale par les indicateurs de migrations

La synthèse de l'explication du développement dans les deux régions d'Afrique sous étude par les indicateurs de migration est présentée dans le tableau 4. Il ressort de ce tableau que la part de la variation expliquée par les variables explicatives (indicateurs de migration) utilisées dans ce modèle est de 79,3 %, ce qui signifie que le taux d'émigration, le taux net de migration et la part de transfert des migrants dans le PIB expliquent à eux seuls près de 80% (R= 0,793) du développement des pays de l'Afrique centrale et occidentale. En plus, la part d'explication donnée par le modèle de régression linéaire multiple est de 63%.

Tableau 3 : Récapitulatif du modèle

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,793 ^a	,629	,550	4,06353

a. Valeurs prédites : (constantes), TNM Taux net de migration, PTPIB Part de transfert sur le PIB, TE Taux d'émigration

b. Variable dépendante : Eo Esperance de vie à la naissance

L'explication du développement dans les deux regions concernées par l'étude comme le montre si bien le tableau 4 est très significative à en croire les résultats du tableau 5 qui donnent un test de Fisher de 7,929 au seuil de signification de 99%.

Tableau 4 : ANOVA

Modèle	Somme des carrés	ddl	Carré moyen	F	Signification
1 Régression	392,754	3	130,918	7,929	,002 ^a
Résidu	231,171	14	16,512		
Total	623,925	17			

a. Valeurs prédites : (constantes), TNM Taux net de migration, PTPIB Part de transfert sur le PIB, TE Taux d'émigration

b. Variable dépendante : Eo Esperance de vie à la naissance

4.4 Discussion des résultats

Comme l'a si bien souligné M. Wu Hongbo « Les migrations demeurent un facteur dynamique de développement pour les pays du Sud » (Nations Unies, 2013). Plusieurs théories soutiennent un lien significatif entre la migration et le développement et plusieurs études ont démontré le lien éventuel entre ces deux phénomènes. Les résultats trouvés dans notre étude viennent en appui à toutes ces études antérieures et même aux résultats trouvés par les études MAFE (2007). Les résultats des études MAFE montrent clairement que les migrations africaines constituent un bénéfice au développement social et économique de l'Afrique.

Cette étude s'est intéressée à examiner l'existence d'une relation entre la migration internationale et le développement d'une part et de mesurer l'impact des migrations internationales sur le développement des pays africains et, notamment la sous région d'Afrique centrale et occidentale d'autre part.

Il ressort de nos analyses que la relation entre ces deux phénomènes est significative et positive entre les deux régions sous examen. Quant à l'ampleur, les résultats de nos analyses illustrent bien que là où le taux d'émigration est très élevé, la contribution au développement par le transfert de fonds est très significative (Cap-Vert) et même dans les pays qui ont enregistré de faible taux d'émigration comme la Gambie, le Sénégal et le Togo, l'apport des migrants au développement de leurs pays respectifs s'est révélé significatif. Ces informations corroborent avec les idées fortes de RICCARDO F. (1999 : 86) qui pense que *la croissance est corrélée de façon positive et significative au processus de changement structurel*. L'auteur a trouvé dans son étude l'existence d'une corrélation positive entre le processus de réallocation de la main-d'œuvre et l'accélération de la croissance d'une part et que les envois de fonds des émigrés favorisaient la croissance économique d'autre part. Il qualifie la croissance économique des Pays d'origine comme une compensation de l'impact négatif de l'émigration dans ces pays.

De même certains auteurs (Flore Gubert et Thierry Giordano 2006 :2 ; Guengant J-P., 2002) soulignent que les effets des migrations sur les pays de départ sont multiples ; elles contribuent à réduire les tensions sur le marché du travail du pays d'origine en atténuant les problèmes de sous-emploi et s'accompagnent de transferts financiers de grande ampleur afin de contribuer au développement économique et humain de ces pays. *Cette théorie prend sa racine lorsqu'on sait que les devises envoyées par les migrants dans leur pays d'origine avaient atteint un montant de 160 milliards de dollars en 2004 représentant la deuxième source de financement extérieur pour l'ensemble des pays en développement, presque à égalité avec les flux d'investissement direct à l'étranger (166 milliards) et loin devant l'aide publique au développement (79 milliards).*

A ce sujet Thierry L.,⁴ (2009 :11), insiste sur le fait que s'il n'est pas à nier que les envois des migrants améliorent, à un niveau micro, la situation financière et économique des familles, leur contribution au développement, à un niveau macro, reste douteuse. L'auteur déclare qu'en réalité, cela dépend de l'orientation économique des dépenses familiales.

⁴ Membre adhérent du Centre Avec. Jésuite, géographe et démographe, il est directeur de l'Institut Brésilien de Développement (IBRADES) et du Centre culturel de Brasilia (CBB).

Outre ce courant de pensée qui résume le développement dans les pays d'origine, les Nations Unies postulent que les migrations internationales constituent un moyen idéal de promouvoir le codéveloppement (*courant de codéveloppement*), c'est-à-dire l'amélioration coordonnée ou concertée de la situation économique tant dans les régions d'origine que dans les régions de destination compte tenu de leur complémentarité (Nations Unies (2006 :1)).

Conclusion

En guise de conclusion, la relation entre migration et développement bien que controversée, les résultats de cette analyse comme ceux des autres auteurs révèlent une relation significative et positive entre ces deux phénomènes.

La présente étude s'est intéressée à examiner l'existence d'une relation entre la migration et le développement. L'objectif général visé dans cette étude était d'établir un lien entre les migrations internationales et le développement des pays africains et, notamment la sous région d'Afrique centrale et occidentale.

Après avoir passé en revue la littérature existante sur les théories explicatives de la relation entre la migration internationale et le développement, nous avons exploité les données publiées par le Programme des Nations Unies pour le Développement afin de tester une éventuelle relation entre ces deux phénomènes.

Utilisant l'analyse de corrélation, compte tenu de la nature des variables, la relation entre la migration et le développement s'est révélée et est statistiquement significative avec un coefficient de Pearson positif de 0,639 entre deux indicateurs de migration et de développement dont le taux d'émigration et l'espérance de vie à la naissance respectivement. Variant dans le même sens, cette relation, conduit à la conclusion selon laquelle plus un pays enregistre un taux élevé d'émigration, plus grande serait la probabilité de transfert des migrants dans leur pays d'origine. Ce qui pourrait améliorer le niveau de vie de la population.

Ces résultats couplés à l'analyse explicative du développement dans les régions d'Afrique sous étude révèlent une variation expliquée de développement par la migration très significative (Test Fisher = **7,929**) avec un coefficient de Pearson de 79,3 %. Ce qui signifie que les indicateurs de migration expliquent le développement dans les pays d'Afrique centrale et occidentale à près de 80%.

Ainsi donc, cette étude arrive à la conclusion selon laquelle les migrations demeurent un facteur dynamique de développement et les migrations africaines en particulier sont bénéfiques au développement social et économique des pays africains en contribuant tant soit peu à atténuer les problèmes de sous-emploi et d'une part et les transferts de fonds qui ont une incidence forte sur les piliers du développement que constituent la santé et l'éducation d'autre part.

Ce résultat implique qu'il faut encourager les migrations, car elles sont un facteur de développement socio-économique. Ceci passe par la définition des politiques qui encouragent la migration formelle dans les différents pays africains et en dehors des frontières africaines.

En guise de conclusion, il sied de noter que les transferts contribuent au développement seulement si, une part croissante doit être transformée en investissements productifs. Les migrations internationales représentent pour les migrants l'accès à un emploi, l'acquisition de compétences et de qualifications, l'amélioration des conditions de vie. Et donc pour les pays d'origine et de destination, elle est un moteur de croissance et de développement.

BIBLIOGRAPHIE

- AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD), (2013), Cadre d'Intervention Transversale(CIT), Migrations internes et internationales 2010-2013.
- AMMASSARI, S. et R. BLACK (2001), "Harnessing the Potential of Migration and Return to Promote Development: Applying Concepts to West Africa", Sussex Migration Working Paper, Sussex Centre for Migration Research, 34 p.
- BOUILLY, E., (2008), « Les enjeux féminins de la migration masculine » in politique Africaine, n°109, édition Karthala, paris.
- BUECHLER, H. C. (1987), "Introduction", in H. C. BUECHLER et J. M. BUECHLER, Migrants in Europe: The Role of Family, Labor and Policies, Greenwood Press, New York, pp. 1-7.
- CAPUL, O. (2008), Dictionnaire économique des sciences sociales, Paris, Hatier, 2008,P .124
- CLAIRE RUSSO (2006), l'adaptation socio-culturelle des étudiants étrangers a l'Université de Genève : Le rôle de la nationalité, du sexe et des capacités, relationnelles. Mémoire de DESS.77p
- DIDIER-LAURENT, M. (1996), "La vie partagée et éclatée des migrants", communication présentée au colloque IFAN-ORSTOM : Système et dynamiques des migrations internationales ouest-africaines, Dakar, 3-6 décembre.
- FAIST T., (2000), The crucial meso-level. in The Volume and Dynamics of International.
- FLORE Gubert et THIERRY Giordano (2006) Migrations internationales et développement : un tournant ? Synthèses N° 02/2006 | GOUVERNANCE MONDIALE. Institut du développement durable et des relations internationales – 6, rue du Général Clergerie – 75116 Paris – France – Tél. : 01 53 70 22 35 – iddri@iddri.org – www.iddri.org. PDF, 4 Pages.
- GAMMELTOFT P., (2002), Remittances and other financial flows to developing countries.
- GENDREAU, F. (1993), La population de l'Afrique. Manuel de démographie, Karthala, Paris, 463 p.
- GUBERT, F. (2007), "A propos de l'article d'Anibal Sanchez Aguilar. Envois des fonds des migrants : quelle méthode de quantification privilégier ? ", Stateco, n°101, Paris, pp. 127-130.
- GUENGANT J.P (2002), Quel lien entre migrations internationales et développement ? In : www.RevueProjet.com/articles/2002/4 télécharger le 10 Juillet 2015
- GUENGANT J.P. (1996), Migrations internationales et développement : les nouveaux paradigmes In: Revue européenne des migrations internationales. Vol. 12 N°2. 10ème anniversaire. pp. 107-121. PDF, 19 Pages.
- HEIN de HAAS (2007).Remittances, Migration and Social Development A Conceptual Review of the Literature, Social Policy and Development Programme Paper Number 34 October 2007, United Nations Research Institute for Social Development.
- HUBERT Gérard et VICTOR Piché (1995) sociologie de la famille et de population. Montréal/AUPELF-UREF. International Migration, vol. 40, n° 5 : 181-211.
- LORIAUX, M. (1995), "Les approches méthodologiques en sociologie de la population : Bilan et perspectives", in H. GERARD et V. PICHE (ed), La sociologie des populations, PUM/APELF-UREF, Montreal, pp. 71-113.
- MANGALU, M. (2011), Migrations internationales, transferts des migrants et conditions de vie des ménages d'origine, Thèse de Doctorat en démographie, institut de Démographie, université Catholique de Louvain, 298 p
- MATHIAS, L. (2008). Migration internationale et fécondité dans le pays d'origine (Albanie et Tadjikistan), Mémoire de Maîtrise en démographie, Laboratoire de démographie, Université de Genève, 75 p.
- Nations Unies (2006), Migrations internationales et développement. Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale. Soixantième session 18 mai 2006. PDF, 99 Pages.
- Nations Unies (2013), L'évolution des migrations au centre de la quarante-sixième session de la Commission de la population et du développement, du 22 au 26 avril. <http://www.un.org/press/fr/2013/POP1011.doc.htm> consulté le 09/09/2015.

- PENENT, A. (2003), la valorisation économique de l'épargne des migrants. Epargner ici, investir là – bas, un état des lieux, Rapport d'étude réalisé par un groupe de travail : Valorisation économique de l'épargne des migrants" FORIM FINANSOL CFSI
- PETIT VERONIQUE,(1997),Société d'origine et logiques migratoires: les Dogon de Sangha (Mali) in Population, n°3, 1997, p. 515-544.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (2009), Rapport mondial sur le développement Humain 2009, lever les barrières : Mobilité et développement humains, 251p.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (2013), Rapport mondial sur le développement Humain 2013, l'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié, 214 p. Research and Applications. New York : Cambridge University Press.
- RICCARDO Faini (1999), Développement, commerce international et migrations. Fonds Monétaire International, Université de Brescia et CEPR. PDF,32 Pages.
- STARK, O. et BLOOM D. (1985), "The News Economics of Labor Migration ", The American Economic Review,vol.75, n°2,PP.173-178.
- SUMATA, C. (2005), "Les enjeux de la migration et de l'entrepreneuriat : les transferts des immigrés peuvent-ils financer l'entrepreneuriat au Congo-RDC ?", Communication aux 9ieme journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat de l'Agence Universitaire de la Francophonie, Entrepreneuriat, développement durable et mondialisation, Cluj Napoca (Roumanie), du 1er au 4 juin.
- TERMOTE, M. (2003), "Les déterminants économiques de la migration", in G. CASELLI, J.VALLIN et G. WUNSCH (eds), Les déterminants de la migration. Demographie : analyse et synthèse IV, INED, Paris, pp. 83-100.
- Thierry Linard de Guertechin (2009), Migrations internationales et développement humain dans la globalisation financière. Documents d'analyse et de réflexion NOVEMBRE 2009.Centre AVEC–Bruxelles. <http://www.centreavec.be>. PDF, 12 Pages.
- TODARO, M. P. (1969), "A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries", The American Economic Review, vol. 59, n° 1, pp. 138-148.
- VÉRONIQUE PETIT (2002), MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT In CHARBIT Yves dir. : Le monde en développement. Paris, La Documentation Française, 2002. Chapitre 8, pp.193-221. www.ladocumentationfrancaise.fr.
- VERONIQUE, P. (2007), Migrations internationales de retour et pays d'origine, les collections de CEPED, Paris.
- ZAMWANGANA T (2005). Jean-Pierre: Migration féminine et comportements de fécondité à Kinshasa. Institut de Démographie Université catholique de Louvain Belgique.7

Annexes

Annexe 1 : liste des pays par région

Afrique occidentale	Afrique centrale
Benin	Angola
Burkina Faso	Cameroun
Cap Vert	Congo
Côte d'Ivoire	Gabon
Gambie	République centrafricaine
Ghana	République démocratique de Congo
Guinée	Sao Tome et Principe
Guinée Bissau	Tchad
Liberia	
Mali	
Mauritanie	
Niger	
Nigeria	
Sénégal	
Sierra Leone	
Togo	

Annexe 2 : liste des indicateurs par pays

n°	Pays	Eo	PIB/hab.	IDH	PTPIB	TNM	ISF
1	Angola	51,5	5201	0,508	0,1	0,9	5,7
2	Cameroun	52,1	2090	0,495	0,87	-0,2	4,8
3	Congo	57,8	3885	0,534	0,12	2,6	4,7
4	Gabon	63,1	13998	0,683		0,7	3,4
5	Guinée Equatoriale	51,4	32026	0,554		6,1	5,3
6	RCA	49,1	716	0,352		0,2	4,7
7	RDC	48,7	329	0,304		-0,1	6,1
8	Sao Tome et Principe	64,9	1805	0,525	0,99	-8,2	4,6
9	Tchad	49,9	1343	0,34		-1,4	6
10	Benin	56,5	1428	0,436	3,78	1,2	5,4
11	Burkina Faso	55,9	1149	0,343	1,08	-1,6	5,8
12	Cap Vert	74,3	3616	0,586	8,36	-7,1	2,5
13	Côte d'Ivoire	56	1581	0,432	0,78	-3,8	4,9
14	Gambie	58,8	1873	0,439	11,02	-1,7	5
15	Ghana	64,6	1652	0,558	0,42	-0,4	4,1
16	Guinée	54,5	990	0,355	1,28	-6,3	5,3
17	Guinée Bissau		1097	0,364	5,76	-1,4	5,1
18	Liberia	57,3	506	0,388	2,71	16,7	5,8
19	Mali	51,9	964	0,344	4,68	-1,4	6,4
20	Mauritanie	58,9	2255	0,467		0,6	4,4
21	Niger	55,1	642	0,304	1,63	-0,4	7
22	Nigeria	52,3	2221	0,471	5,1	-0,4	5,7
23	Sénégal	59,6	1737	0,47	10,47	-2,3	4,7
24	Sierra Leone	48,1	769	0,359	3,1	2,2	5
25	Togo	57,5	914	0,459	10,49	-0,2	4,7

Annexe 3 :

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,390 ^a	,152	-,018	,082581

a. Predictors: (Constant), Part de transfert sur le PIB, Taux net de migration, Taux d'émigration

b. Dependent Variable: Indice de dev humain

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	,018	3	,006	,896	,466 ^a
	Residual	,102	15	,007		
	Total	,121	18			

a. Predictors: (Constant), Part de transfert sur le PIB, Taux net de migration, Taux d'émigration

b. Dependent Variable: Indice de dev humain

Annexe 4 :

Model Summary

Model	R	R Square	Adjusted R Square	Std. Error of the Estimate
1	,293 ^a	,086	-,097	1278,629

a. Predictors: (Constant), Part de transfert sur le PIB, Taux net de migration, Taux d'émigration

b. Dependent Variable: PIB par habitant

ANOVA^b

Model		Sum of Squares	df	Mean Square	F	Sig.
1	Regression	2303458,130	3	767819,377	,470	,708 ^a
	Residual	2,452E7	15	1634890,869		
	Total	2,683E7	18			

a. Predictors: (Constant), Part de transfert sur le PIB, Taux net de migration, Taux d'émigration

b. Dependent Variable: PIB par habitant